

RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N° 752 - NOVEMBRE 2021

COMPRENDRE

PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE : QUELLES RECETTES POUR EN FINIR ?

EXPLORER

RDC : LES MAINS NUES
FACE AUX PUISSANTS

DÉBATTRE

FAUT-IL OBLIGER LES PROPRIÉTAIRES
À RÉNOVER LES PASSOIRES
THERMIQUES ?



Secours
Catholique
Caritas France



G. EL KERRAÏL / SCSF

ÉDITORIAL

IL EST TEMPS D'OUVRIR LA VOIE D'UN CHANGEMENT DE MODÈLE

PAR **LAURENT SEUX**, RESPONSABLE DU PROGRAMME « ENSEMBLE, BIEN VIVRE, BIEN MANGER 2025 »

“

LE MOMENT EST MAINTENANT VENU DE PORTER AU NIVEAU POLITIQUE LE DÉBAT DE L'ACCÈS DE TOUTES ET TOUS À UNE ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ.

”

À la croisée des enjeux de justice sociale et de transition écologique se trouve la table. La table qui rassemble, la table qui réjouit, la table qui nourrit. Mais cette table dont la France a fait un art fait grise mine. 12 % de nos concitoyens sont en situation d'insécurité alimentaire, 10 % d'entre eux seraient aujourd'hui obligés de recourir à l'aide alimentaire pour se nourrir. Le modèle agricole n'est pas à la fête non plus : les agriculteurs vivent mal et l'agriculture conventionnelle épuise les sols et contribue fortement au réchauffement climatique. La table s'est déshumanisée. Elle s'est aussi coupée de la nature.

Le Secours Catholique-Caritas France, qui appelle à la Révolution fraternelle, défend l'accès de toutes et tous à une alimentation digne, durable et de qualité. Les personnes en précarité que nous rencontrons voudraient pouvoir faire leurs courses comme tout le monde. La majorité d'entre elles savent que santé et alimentation sont liées et elles vivent difficilement l'injonction de bien manger alors qu'elles n'en ont pas les moyens. Comment se sentir bien lorsque l'on mange mal ? Comment cuisiner correctement sans cuisine ? Comment subir le regard des autres sur ce que l'on mange lorsqu'on n'a pas les moyens de choisir son alimentation ? L'alimentation est devenue la variable d'ajustement des ménages pauvres, contraints à des équations budgétaires impossibles. Durant la crise sanitaire, le recours à l'aide alimentaire a bondi et des risques de rupture d'approvisionnement sont apparus. Notre rapport statistique 2021 en détaille les conséquences.

Le moment est maintenant venu de porter au niveau politique le débat de l'accès de toutes et tous à une alimentation durable et de qualité. Certes, l'aide alimentaire est essentielle en cas d'urgence et doit être améliorée. Mais l'enjeu fondamental est ailleurs : il est temps d'ouvrir la voie d'un changement de modèle qui permette à chacun et chacune d'accéder de façon libre et permanente à une alimentation de son choix, tout en respectant notre Terre. Pour le Secours Catholique, l'urgence d'œuvrer pour une fraternité universelle dans les limites d'une seule planète ne laisse pas le choix. Comme le dit le pape François, « *la transition vers des systèmes alimentaires résilients, inclusifs, durables et capables de fournir une alimentation saine et accessible à tous* » s'impose. Cela passe prioritairement par une action sur le revenu des ménages en situation de précarité, un soutien à la transition agroécologique des modes de production et une appropriation collective des questions d'alimentation et de précarité alimentaire avec les personnes concernées.

La table de la fraternité est là, devant nous, elle nous attend tous « ensemble pour mieux se nourrir¹ ». ■

¹ Lire à ce propos *Ensemble pour mieux se nourrir* de Frédéric Denhez et Alexis Jenni, préfacé par Véronique Fayet, chez Actes Sud, avril 2021.

ENQUÊTE

PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE : QUELLES RECETTES POUR EN FINIR ?

PAR **BENJAMIN SÈZE**

Près de 7 millions de personnes recourant à l'aide alimentaire, des milliers de ménages "abonnés" à l'offre *discount* des supermarchés par manque de moyens... Depuis plus d'une décennie, des alternatives à l'agro-industrie se développent pour offrir une alimentation saine et respectueuse de l'environnement (bio, locale...), mais les ménages en situation de précarité en sont totalement exclus. Or "bien manger" n'est pas seulement une préoccupation de "riches". Depuis ces dernières années, en effet, les messages incitant à manger équilibré et les débats concernant les méfaits du modèle agro-industriel sur la santé comme sur la planète ont largement imprégné l'opinion publique. L'impossibilité d'accéder à une alimentation choisie, saine et durable est ressentie d'autant plus violemment par de nombreux ménages. Comment faire pour permettre à tous de se nourrir dignement et sainement ?





XAVIER SCHWIBEL / SCOF

▲ Le jardin agro-écologique Pierre Rabbi dans le quartier populaire de l'îlot des Peintres, à Grande-Synthe (Nord), où les habitants peuvent cultiver leurs propres fruits et légumes.

La crise sanitaire a projeté une lumière crue sur la fragilité économique de nombreux ménages et leurs difficultés à se nourrir. L'explosion du nombre de personnes recourant à l'aide alimentaire ou encore les images de jeunes faisant la queue pour recevoir quelques boîtes de conserve et des paquets de pâtes semblent avoir fait l'effet d'un coup de fouet sur le gouvernement. En quelque mois, ce dernier a annoncé : un soutien de 100 millions d'euros pour les associations de lutte contre la pauvreté ; un renforcement de 12 millions d'euros pour l'aide alimentaire et la création d'un comité national interministeriel (le Cocolupa) dans l'objectif de transformer le modèle français de lutte contre la précarité alimentaire.

Si la crise du Covid-19 a joué un rôle d'accélérateur, « la réflexion avait débuté avant », précise Marie Drique, chargée de projet "Accès digne à l'alimentation" au Secours Catholique. Elle s'inscrit dans la continuité des États généraux

de l'alimentation de 2017. Et fait surtout suite à un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) de 2019 qui pointe, notamment, la mauvaise qualité des produits destinés à l'aide alimentaire, qu'ils proviennent des dons des grandes surfaces ou du FEAD (Fonds européen d'aide aux plus démunis). « *Les protéines animales sont surreprésentées, de même que les acides gras saturés et les sucres libres* », peut-on

“

CE N'EST PLUS UN PROBLÈME D'ALIMENTATION, MAIS DE COHÉSION SOCIALE.

”

lire dans le rapport. « *À l'inverse, les fibres, vitamines et minéraux sont en quantité insuffisante.* » Durant les sept ans où elle a été sans emploi, Marie-France, 48 ans, aujourd'hui salariée dans la Nièvre, se souvient qu'elle « *[n'avait] d'autre choix que de récupérer des colis alimentaires, souvent sans produits frais* ». De même, lorsque Geneviève, aide à domicile à la retraite et âgée de 80 ans, se rend à la distribution alimentaire, dans la campagne bordelaise, elle reçoit « *sur-tout des conserves et des nouilles* ». « *C'est mieux que rien, mais bon... Quand on est vieux, les boîtes de haricots en grains, c'est trop gras* », confie-t-elle. Dès 2012, une enquête financée par les pouvoirs publics avait relevé une prévalence de l'obésité chez les femmes bénéficiaires de l'aide alimentaire, avec un taux « *exceptionnellement élevé par rapport à la population générale (35 % contre 17 %)* » et en augmentation.

Un dispositif d'urgence. En 2019, l'Igas préconisait un contrôle plus strict de la qualité nutritionnelle des aliments destinés à être distribués, et une diversification des sources d'approvisionnement des associations favorisant les producteurs locaux. À aucun moment l'adéquation de l'aide alimentaire n'est remise en cause. Pourtant, de nombreux observateurs s'alarment du fait que des millions de personnes aient aujourd'hui recours aux dons pour se nourrir. « *L'aide alimentaire est un modèle pensé pour des situations d'extrême pau-*

vreté, de vie à la rue, à l'hôtel ou dans des camps ou des bidonvilles », rappelle Dominique Paturel, chercheuse à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae). « Elle ne devrait concerner que 700 000 personnes tout au plus. » Marie Drique, du Secours Catholique, abonde : « Au fil du temps, on a oublié que l'aide alimentaire s'inscrit dans un dispositif d'urgence. Le système actuel a été imaginé dans les années 1980 pour répondre à une situation qu'on estimait conjoncturelle. Mais l'aide s'est pérennisée face à une pauvreté structurelle. » Le fait de l'avoir liée à la régulation du marché agricole européen, en redistribuant les surplus, puis à la lutte contre le gaspillage en obligeant les grandes surfaces à donner leurs invendus, a créé un effet d'aubaine, confortant les politiques dans cette voie.

Durant les dix ans qui ont suivi la crise économique de 2008, le public de l'aide alimentaire a été presque multiplié par deux, et atteignait déjà plus de 5 millions de personnes en 2017. En 2020, on l'estimait autour de 7 millions. La plupart des ménages vivent mal cette dépendance, qu'ils jugent infantilisante et marginalisante. Depuis quelques années, les acteurs caritatifs tentent d'améliorer leurs dispositifs, en remplaçant par exemple les distributions de colis par des épiceries sociales où les adhérents peuvent choisir et parfois acheter – à un prix symbolique – leurs produits. Néanmoins, la question de l'autonomie et de la dignité des personnes demeure. Tout comme celle de la place qui leur est faite dans notre société. « Faire dépendre 10 % de la population française de l'aide alimentaire, ce n'est plus un problème d'alimentation, mais de cohésion sociale », estime Laurent Seux, responsable du programme "Ensemble, bien vivre, bien manger", au Secours Catholique.

L'alimentation low cost. De nombreux spécialistes font aussi remarquer que les usagers de l'aide alimentaire sont loin d'être les seuls affectés par la précarité alimentaire. Des centaines de milliers de ménages « qu'on ne voit ni dans les associations ni dans les Centres communaux d'action sociale (CCAS), soit parce qu'ils ne souhaitent pas dépendre d'une aide, »



ÉCLAIRAGE

LE PRINCIPE DE SOLIDARITÉ

L'apparition du bio dans les rayons des supermarchés a laissé espérer que, grâce aux économies d'échelle, la grande distribution rendrait accessible au plus grand nombre une alimentation saine et durable. On constate aujourd'hui que ce n'est pas le cas. Les industriels comme les distributeurs ne veulent pas se priver de ce marché de niche sur lequel ils peuvent réaliser des marges importantes.

Pour certains observateurs, c'est un mal pour un bien, car cela permet que se développent des systèmes alimentaires alternatifs régis par des règles autres que celles de l'agro-industrie, comme le circuit-court, la juste rémunération des producteurs, l'instauration d'un lien direct et d'une solidarité entre agriculteurs et consommateurs...

Pour le spécialiste de la pauvreté et de l'alimentation, Olivier De Schutter, ces systèmes alternatifs auraient un rôle à jouer dans l'accès des personnes en situation précaire à une alimentation de qualité, à condition qu'ils intègrent à leurs projets une dimension sociale, aujourd'hui souvent absente. « Ce serait notamment possible, précise l'universitaire belge, en jouant sur la solidarité entre consommateurs et en instaurant, par exemple, des tarifs différenciés selon le niveau de revenu, comme dans les épiceries solidaires ».

Ce principe de solidarité, un collectif de chercheurs et d'acteurs du monde agricole, l'a érigé en système. Partant du fait que l'alimentation n'est pas un bien comme un autre, car indispensable à chacun pour vivre, ils ont imaginé une sécurité sociale de l'alimentation (SSA). « L'avantage est qu'on s'appuie sur un modèle connu », souligne Dominique Paturel, chercheuse à l'Inrae et membre du collectif : ce serait un dispositif universel, financé par les cotisations sociales, qui allouerait à chacun une somme mensuelle (pour l'instant évaluée à 150 euros) pour acheter des produits conventionnés localement et démocratiquement avec des producteurs, des industriels et des distributeurs.

Un cercle qui se veut vertueux et qui permettrait à la fois l'accès de tous à une nourriture saine et le développement massif de systèmes alimentaires durables. Des collectifs expérimentent actuellement l'idée à l'échelle locale.



GAËL KERBAOL / SCOP

▲ Sociale, solidaire et coopérative, l'épicerie Ma P'tite Échoppe, à Antony (Hauts-de-Seine), propose des produits de qualité à des prix adaptés aux ressources de ses clients.

» soit parce qu'ils ne sont pas assez pauvres pour y être éligibles, n'ont pas les moyens de bien se nourrir », souligne Sophie Hégé, chargée de projets alimentaires dignes et durables à l'association Pays terre de Lorraine.

Quand les revenus diminuent ou que le coût du logement, des transports ou de l'énergie augmente, l'alimentation sert souvent de variable d'ajustement. « Beaucoup de ménages changent alors de régime et s'orientent vers des produits de moindre qualité », observe Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté. En cumulant son RSA, les aides de la Caf et l'aide au logement, Jocelyne, 31 ans, mère célibataire au Havre, touche 1 148 euros par mois. Lorsqu'elle a payé ses frais fixes, il lui reste à peine 20 euros par jour pour elle et ses deux fils. « Je fais mes courses chez Aldi ou Lidl. Je prends la marque du magasin, même si ce n'est pas de la bonne qualité. Et parfois, quand je n'ai pas le choix, je prends

la sous-marque. » Quand elle est arrivée à Lyon pour suivre une formation d'éducatrice spécialisée, Sarah, étudiante boursière, a eu énormément de dépenses pour son studio : « J'ai dû le meubler, régler les frais d'agence, les deux premiers mois de loyer, dit-elle. Ma mère, aide-soignante, ne pouvait pas m'aider. » Pour compenser ces dépenses exceptionnelles, la jeune femme n'a pris qu'un repas par jour, sans viande ni poisson, durant plusieurs mois. « Lorsqu'on doit tailler dans les dépenses, ce sont des choses dont on se prive, comme les fruits et les légumes », explique Laurence, 57 ans, allocataire du RSA à Brest. « Car ça coûte cher. Et de plus en plus. » Laurence avoue se contenter parfois de tranches de pain de mie pour tout repas. Trop souvent, estime Olivier De Schutter, l'aide alimentaire et l'alimentation low cost servent de substitut à des politiques sociales plus généreuses. Poussée dans les années 1980 par la mondialisation mais aussi par la montée du

“
QUAND LES REVENUS BAISSENT,
L'ALIMENTATION SERT SOUVENT
DE VARIABLE D'AJUSTEMENT.
”

chômage, de l'emploi précaire et l'augmentation des loyers, « l'offre discount est typiquement une réponse en temps de crise », observe l'historienne Axelle Brodriez-Dolino. Entre mars 2020 et mars 2021, les chiffres d'affaires des spécialistes du genre ont bondi en France. Celui de Lidl a ainsi progressé de plus de 16 %, une hausse deux fois plus forte que celle du marché des produits alimentaires et de grande consommation sur la même période.

Olivier De Schutter regrette « un système agro-alimentaire devenu très dual ». Avec, à une extrémité, des alternatives au marché conventionnel qui se développent et proposent une alimentation de meilleure qualité (bio, locale...) mais qui n'est accessible qu'aux ménages ayant un certain revenu. Et, à l'autre extrémité, pour les ménages en situation de précarité, l'aide alimentaire ou une offre de produits *low cost*, qui ont souvent la particularité d'être riches en calories - matières grasses et sucres ajoutés - mais pauvres en nutriments.

Un enjeu de santé publique. « Le *low cost* n'est pas une solution, car cela rend les gens malades », poursuit le rapporteur de l'Onu. On observe en effet chez les personnes en



CHRISTOPHE HARGOUES / SCDF

situation de précarité une prévalence accrue de l'obésité et des pathologies liées à l'alimentation, comme le diabète, les maladies cardiovasculaires et certains cancers.

L'accès de tous à une nourriture de bonne qualité, saine et équilibrée, est donc un enjeu de santé publique. C'est aussi une source de préoccupation croissante au sein de la population, et pas seulement un "problème de riche". Dans une enquête menée par le Secours Catholique auprès des ménages auxquels il a distribué des chèques-services pendant la durée du confinement, 83 % d'entre eux se »

► Pour Olivier De Schutter, spécialiste des questions de pauvreté et d'alimentation : « L'alimentation *low cost* sert de substitut à des politiques sociales plus généreuses. »

PUBLICATION

PENSER LA TRANSITION AVEC LES PLUS PRÉCAIRES

Dans son rapport statistique sur l'État de la pauvreté 2021, publié le jeudi 18 novembre, le Secours Catholique a décidé de faire de l'alimentation son thème central. Durant le confinement lié à la pandémie de Covid-19, l'association a attribué d'urgence des chèques-services à des personnes et des familles pour leur permettre de se nourrir. Une enquête menée par la suite auprès de ces milliers de ménages révèle que 90 % d'entre eux souffrent d'insécurité alimentaire. Et, pour plus

d'un quart, d'une insécurité alimentaire grave, c'est-à-dire qu'il leur arrive, de manière régulière, de ne pas s'alimenter pendant une journée entière ou davantage. Dans son rapport, le Secours Catholique plaide pour un accès digne à une alimentation durable et de qualité pour toutes et tous. Cela suppose, selon lui : de garantir aux ménages des moyens financiers suffisants, via l'accès à l'emploi ou à un revenu minimum adapté au coût de la vie ; de soutenir les initiatives de solidarité alimentaire ouvertes à

toutes et tous ; de favoriser la présence d'une offre alimentaire de qualité dans les territoires les plus pauvres ; et de mettre en place, au niveau local comme national, une gouvernance de la transition alimentaire avec les personnes en situation de précarité. « Partir des préoccupations des ménages précaires est indispensable pour imaginer un nouveau système alimentaire, durable et inclusif », souligne Marie Drique, chargée de projet Accès digne à l'alimentation au Secours Catholique. ■

COMPRENDRE

» disent préoccupés par les effets de leur alimentation sur leur santé, avec le sentiment de ne pas avoir de prise sur le sujet.

« Ces dernières années, on a été bassiné avec le bio, les gens sont plus informés, constate Zaina, 33 ans, qui vit à Grande-Synthe (Nord) avec son compagnon et leurs deux enfants.

On finit par se poser des questions. Ça a été fait où ? Comment ? Est-ce qu'il n'y a pas de pesticides ? Aujourd'hui, on regarde un peu tout ça. »

Depuis 2018, la loi Egalim précise que « la lutte contre la précarité alimentaire doit favoriser l'accès à une alimentation sûre, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante pour les personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ».

Et dans son plan d'action annoncé cet été, le gouvernement déclare qu'« il convient de garantir la disponibilité d'une offre alimentaire de qualité (dans le cadre et hors de l'aide alimentaire) et des dispositifs favorisant l'autonomie ». « Il y a de vraies avancées », commente Marie Drique, néanmoins, « il faut distinguer la loi ou les déclarations d'intention, de la mise en oeuvre concrète par une politique publique », tempère-t-elle. Et de souligner qu'aujourd'hui,

le principal outil utilisé par le gouvernement pour lutter contre la précarité alimentaire reste le don de denrées.

Convaincre les dirigeants politiques comme l'opinion publique de dépasser la logique de l'aide alimentaire pour aller vers celle de l'accès de tous à une alimentation choisie et de bonne qualité n'est pas évident. Marie Drique en a conscience : « Critiquer le fait de donner à manger à des gens qui ont faim paraît totalement contre-intuitif. »

“

IL N'Y A PAS DE GOÛTS DE PAUVRES, IL Y A DES CONTRAINTES DE PAUVRES.

”

La certitude est par ailleurs largement répandue que les « pauvres » mangent mal parce qu'ils ne savent pas faire les bons choix. Pourtant, « il n'y a pas de goûts de pauvres », assure Anne Lhuissier, sociologue à l'Inrae, spécialiste des pratiques alimentaires. « Ce n'est pas par choix que l'on achète des produits premier prix, que l'on trouve généralement moins bons ». Les goûts ne dépendent pas du niveau de revenu, mais souvent du milieu culturel ou social dont on est issu, du niveau d'éducation aussi. Et les “mauvais” goûts sont largement partagés. Ainsi, selon une étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), les plus gros consommateurs de pizzas et de sandwiches sont les professions intermédiaires. Et plus on est diplômé, plus on mange de pâtisseries et de biscuits sucrés.

Des contraintes de pauvres. « Consommer une nourriture saine, équilibrée et durable n'est pas une problématique spécifique aux ménages précaires », rappelle l'économiste France Caillavet. Les politiques qui visent à promouvoir ce mode d'alimentation doivent donc être universelles – mais en tenant compte des spécificités liées à la précarité. Car s'il n'y a pas de goûts de pauvres, « il y a des contraintes de pauvres », précise Anne Lhuissier. La première d'entre elles est financière. À l'instar d'Olivier De Schutter, plusieurs spécialistes prônent une augmenta-

► À Grande-Synthe, Zaina, son compagnon, Julien, et leurs deux filles, Zélie et Annwenn, cultivent depuis quelques mois des carottes, tomates, salades, potirons, haricots... sur une parcelle de 40 m² qui leur a été attribuée dans un « jardin populaire ».



XAVIER SCHWIBEL / SCOF



JANIS SCHWEEBEL / SCOF

tion des minima sociaux et des bas salaires pour permettre l'accès de tous à une meilleure alimentation. Mais ils se heurtent au préjugé tenace selon lequel les personnes en précarité dépenseraient mal leur argent. Pourtant, des expériences récentes montrent le contraire. À Grande-Synthe, le Minimum social garanti, une aide financière pour les ménages les plus précaires de la commune, est utilisé par de nombreuses familles pour améliorer leur alimentation, observe Meriem Bouali, travailleuse sociale au CCAS. Plus largement, différentes expériences montrent qu'en cas d'augmentation du revenu, les pratiques d'achat des familles en précarité se rapprochent de la moyenne. Une autre contrainte importante est l'absence d'offre de proximité. Habitante du quartier Charles-Hermite, tout au nord de Paris, "Mado", 79 ans, n'a longtemps pu s'approvisionner en produits bio que ponctuellement, lors de ses rares visites chez le podologue, dans un quartier plus cossu de la capitale. « En écoutant la radio et en discutant avec ma fille aide-soignante, j'ai pris conscience que c'était meilleur pour ma santé et pour la planète, dit-elle. Mais je n'en trouvais pas à côté de chez moi. » Jusqu'à l'arrivée de Vrac. Cette association monte des groupements d'achat de produits bio et locaux à bas prix dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

L'objectif est de casser la problématique liée à la mobilité. C'est dans la même logique que la ville de Grande-Synthe a créé des jardins potagers dans six quartiers populaires, en réservant les parcelles aux habitants des immeubles. Mohammed Baala, 73 ans, ouvrier à la retraite, apprécie cette opportunité : « Les fruits, les plantes aromatiques et les légumes coûtent cher. Pouvoir les cultiver nous-mêmes, c'est intéressant pour les chômeurs ou les petits retraités comme moi. »

Au sein des épiceries sociales et solidaires co-fondées par le Secours Catholique – comme à Brest ou Montpellier – des réflexions sont menées pour trouver des moyens de moins (voire ne plus) dépendre des invendus de la grande distribution et privilégier une offre alimentaire durable et locale.

Boris Tavernier, délégué général de Vrac France, en a conscience : toutes ces initiatives restent marginales, « que ce soit en termes de quantité de produits ou de nombre de personnes atteintes ». Mais l'objectif de ces actions de terrain est aussi de sensibiliser et influencer les politiques. Car, conclut-il, pour espérer un accès massif à une alimentation saine et durable, « il faut un changement de cap de nos politiques alimentaires, de la production à la distribution ». ■

▲ Pour Zaina, Julien, et leurs deux filles : « Cultiver nous-même, nous a permis d'inclure des légumes dans notre alimentation. »

L'ENTRETIEN

« L'ALIMENTATION LOW COST EST UN PIÈGE DANS LEQUEL ON A ENFERMÉ LES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ »

Spécialiste des questions de pauvreté et d'alimentation, Olivier De Schutter regrette que l'aide alimentaire et l'offre de produits *discount* se substituent trop souvent à des politiques sociales efficaces. Selon lui, il faudrait repenser totalement notre système agroalimentaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR **BENJAMIN SEZE** ET **LAURENT SEUX**

PARCOURS

OLIVIER DE SCHUTTER

Co-président du Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food)

Depuis 2020 :
Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme.

De 2008 à 2014 :
Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation.

LAURENT SEUX

2021 :
Responsable du programme « Ensemble, bien vivre, bien manger 2025 » du Secours Catholique.

2014 :
Directeur France-Europe au Secours Catholique

2001 :
Entre au Secours Catholique comme responsable de l'antenne nord-ouest de la délégation de Paris.

Secours Catholique : Lors du premier confinement lié à la pandémie de Covid-19, on a observé chez de nombreux ménages une forme de précarité déjà installée, bien que presque invisible, qui ne supporte pas la moindre crise.

Olivier De Schutter : Le progrès économique général masque le fait qu'une partie importante de la population vit pratiquement au jour le jour et n'est pas en mesure de faire face à des chocs. Elle n'a pas un capital suffisant pour survivre quelques semaines ou quelques mois avec une perte de revenus. Cette situation est aggravée par l'augmentation frappante des dépenses contraintes et non compressibles (logement, mobilité, santé, éducation). La part du budget des ménages consacrée au logement atteint aujourd'hui 27 % dans les zones urbaines et 30 % dans les zones périurbaines. Pour bien saisir l'évolution de la situation d'un ménage, il faut mettre en regard les revenus dont il dispose et la part de son budget qui est absorbée par les dépenses contraintes.



S.C. : Nous avons réalisé une enquête auprès des personnes auxquelles le Secours Catholique a attribué des chèques-services pendant la durée du confinement. 80 % des personnes interrogées se trouvaient en insécurité alimentaire, un quart d'entre elles étaient en insécurité grave. Et 8 personnes sur 10 se disaient préoccupées par l'effet de leur alimentation sur leur santé.

O. De S. : Ces ménages qui voient augmenter le coût du logement, le coût de l'énergie, le coût du transport n'ont finalement pas d'autre choix que de faire des économies sur l'alimentation, qui est le poste de consommation le plus flexible. Dans tous les États de l'Union européenne, depuis la crise de 2008, les files de personnes qui



ont besoin d'aide pour se nourrir ont augmenté. Et dans plusieurs pays, l'aide alimentaire est devenue partie intégrante du paysage de la protection sociale. Cela est inacceptable.

Sans aller jusqu'à recourir à l'aide alimentaire, beaucoup de familles changent de régime alimentaire et s'orientent vers des produits de moindre qualité qui sont sources de problèmes de santé (obésité, diabète, maladies cardio-vasculaires associées).

On a longtemps pensé que les produits *low cost* étaient LA solution pour les ménages précarisés. Cela explique le soutien dont bénéficient l'agriculture intensive et les filières agro-industrielles, qui peuvent réaliser des économies d'échelle et faire jouer une logistique efficace

pour fournir une alimentation à bas coût. Mais les personnes en situation de pauvreté se rendent compte aujourd'hui que le *low cost* est un piège dans lequel on les a enfermées.

“

DES MÉNAGES QUI VOIENT AUGMENTER LE COÛT DU LOGEMENT, DE L'ÉNERGIE, DU TRANSPORT, N'ONT D'AUTRE CHOIX QUE DE FAIRE DES ÉCONOMIES SUR L'ALIMENTATION.

”

Au même titre que l'aide alimentaire, l'alimentation *discount* est devenue un véritable substitut à

des politiques sociales plus généreuses. À la place d'un revenu minimum adéquat, d'aides sociales suffisantes, d'allocations familiales plus importantes..., on fournit une alimentation à bas prix. Or ce n'est pas une solution, car celle-ci rend les gens malades. Tous les indicateurs le montrent : c'est au sein des populations précarisées que les impacts de l'alimentation sur la santé sont les plus forts.

S.C. : Ce que l'on entend beaucoup de la part des personnes en précarité, c'est qu'elles souhaiteraient pouvoir aller faire leurs courses... comme tout le monde. Le développement de l'aide alimentaire, dispositif spécifique pour les pauvres, ne pose-t-il pas un problème en termes de cohésion sociale ? »>>

COMPRENDRE



GABRIEL MERBAOL / SCOP

» **O. De S. :** On a longtemps pensé que les ressources seraient mieux utilisées en ciblant l'aide vers les personnes en pauvreté, afin d'éviter que d'autres, moins dans le besoin, en profitent à leur détriment. On se rend compte aujourd'hui que ces dispositifs réservés aux personnes en précarité génèrent un sentiment de stigmatisation, de honte, qui explique que beaucoup d'entre elles n'y recourent que lorsqu'elles sont au pied du mur ou préfèrent s'en abstenir malgré leurs graves difficultés.

Par ailleurs, les dispositifs mis en place pour aider uniquement les plus défavorisés sont souvent inadéquats et peu efficaces, car les personnes en pauvreté n'ont pas un poids politique suffisant pour demander des comptes aux gouvernements et se contentent donc d'un accès à la santé, à l'alimentation, à des formations professionnelles au rabais. Et même si, quantitativement, on fait des progrès dans les services que l'on rend à ces personnes, la qualité est généralement très faible.

Au regard de tout cela, je pense qu'il est préférable de concevoir des dis-

positifs universels, qui seront plus largement soutenus politiquement, tout en veillant à ce qu'ils bénéficient en particulier aux personnes en précarité. Il faudra donc identifier tous les obstacles qui pourraient empêcher qu'elles accèdent à ces services. Ce serait de "l'universalisme ciblé".

S.C. : Vous préconisez la mise en œuvre d'un droit à l'alimentation. En quoi cela consiste-t-il concrètement ?

O. De S. : Le droit à l'alimentation est un droit de l'homme reconnu depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, mais qui reste un rêve lointain pour beaucoup de personnes, souvent même considéré comme une utopie. C'est pourtant très concret : c'est l'idée que les pouvoirs publics ne peuvent pas demeurer passifs face à des situations de précarité alimentaire qui se généralisent. Et aussi que l'aide alimentaire reposant sur la charité, fût-elle institutionnalisée – comme lorsque l'État facilite la récupération et la distribution des invendus par des

organisations caritatives –, n'est pas une alternative à la possibilité pour chaque personne de se nourrir dignement et d'accéder à une bonne alimentation. Cela doit se traduire par la mise en œuvre de systèmes agroalimentaires suffisamment inclusifs et par des réformes de la protection sociale qui procurent à chacun un revenu suffisant pour pouvoir accéder à des produits de qualité.

S.C. : L'accès des ménages en précarité à une alimentation de qualité nécessite-t-il de développer des réseaux de production et de distribution alternatifs au système conventionnel ? Ou de transformer le système conventionnel ?

O. De S. : Une pression s'exerce aujourd'hui sur les acteurs dominants des chaînes d'approvisionnement conventionnelles. Elle provient notamment des organisations et des personnes soucieuses de préserver l'environnement et leur santé, et qui veulent que les cahiers des charges des fournisseurs soient renforcés à cet égard. Une revendication se fait jour aussi en faveur de la démocratisation de l'accès aux produits bio et locaux. Je ne pense pas que ces pressions soient aujourd'hui suffisantes pour que de grands acteurs changent leurs pratiques. Leur logique reste que le bio est un secteur de niche, potentiellement très rémunérateur, dont ils ne veulent pas se priver. Ils considèrent donc qu'il n'est pas dans leur intérêt de baisser les prix pour rendre ces produits accessibles au plus grand nombre. Certes, c'est d'une certaine manière heureux, car si le supermarché devait démocratiser l'accès à cette alimentation bio et locale, beaucoup d'initiatives al-

ternatives, comme les circuits courts, les Amap... s'effondreraient. La concurrence serait intenable. Néanmoins, cette situation retarde la transformation d'ensemble vers laquelle nous devrions aller.

S.C. : En quoi serait-il problématique que ces initiatives alternatives disparaissent au profit d'une démocratisation des produits bio et locaux à travers la grande distribution ?

O. De S. : C'est un débat idéologique, mais beaucoup se méfient d'une sorte de *greenwashing* des grands distributeurs. Ce qui est certain c'est que si le bio et le local étaient « récupérés » par la grande distribution, on perdrait ce qui caractérise son émergence aujourd'hui, c'est à dire la capacité des personnes à se réapproprier les systèmes alimentaires en inventant leurs propres solutions, en traitant l'alimentation comme un bien commun. Aujourd'hui, l'idée de souveraineté alimentaire – préconisée depuis vingt ans par les mouvements sociaux et la Via Campesina

en particulier – inclut que l'alimentation ne doit pas répondre à une logique de prix purement marchande. Il faut que le producteur soit rémunéré pour son travail à un juste prix. Or très souvent, dans le système conventionnel, les petits producteurs maraîchers sont dans une concurrence les uns vis-à-vis des autres dont les grands acheteurs et distributeurs abusent, et



**IL FAUT QUE LES
SYSTÈMES ALIMENTAIRES
ALTERNATIFS SOIENT
ATTENTIFS À RENDRE
LEURS PRODUITS
ACCESSIBLES AUX
MÉNAGES PRÉCAIRES**



ils gagnent donc très mal leur vie. Il faut maintenant que ces systèmes alternatifs soient attentifs à la dimension sociale, qu'ils instaurent des mécanismes pour rendre leurs produits accessibles aux ménages précaires.

S.C. : En quoi la régulation à une échelle internationale est-elle nécessaire pour arriver à rendre effective la transition alimentaire ?

O. De S. : On ne peut pas, en Europe, demander au consommateur de faire des choix responsables et au producteur d'avoir une pratique raisonnée de l'agriculture si on les expose au *dumping* environnemental et social *via* l'importation. Il est sidérant de constater qu'aujourd'hui l'Autorité européenne de sécurité des aliments se montre très sourcilieuse quant à l'utilisation en Europe de certains pesticides mais ne puisse pas s'opposer à l'importation de produits provenant de pays qui n'ont absolument pas les mêmes exigences. On importe par exemple du Brésil des agrumes cultivés avec des pesticides qui sont depuis longtemps interdits chez nous en raison de leur toxicité. Il n'y a aucune cohérence là-dedans. Il est donc extrêmement important que nos politiques commerciales soient alignées sur nos objectifs de transition interne. Je suis partisan d'accords commerciaux qui incluent des conditions fortes en matière environnementale et sociale. Dire cela, ce n'est pas être protectionniste au détriment des pays en développement, mais c'est plutôt une manière d'être solidaire des mouvements sociaux et des ONG du Sud qui, dans ces pays, se battent pour un développement plus durable. Ces derniers attendent que l'Union européenne dise : « *Nous favorisons l'accès à nos marchés aux produits qui sont socialement et écologiquement responsables et limitons l'accès aux autres.* » L'introduction, actuellement à l'étude, d'une taxe carbone aux frontières va dans ce sens. ■



GABRIEL MERBAULT / SCOPF



ICI ET LÀ-BAS

AGROÉCOLOGIE : COMMENT GÉNÉRALISER ?

Expérimenté un peu partout dans le monde, le modèle agroécologique, qui pourrait pourtant répondre à une large part de la problématique alimentaire mondiale, peine souvent à dépasser une échelle locale et un public marginal. En cause, notamment, le manque de débouchés commerciaux.

PAR **BENJAMIN SÈZE**

Casquette vissée sur le crâne, Jose Lopez-Torres s'enfonce dans la végétation foisonnante. Il y a quelques mois, ce producteur de maïs mexicain s'est engagé à abandonner les semences transgéniques au profit des semences natives, à diversifier ses cultures et à ne plus utiliser de pesticides ni de fertilisants chimiques. Avec ses deux associés, ils font partie des 600 producteurs de maïs qui participent au programme de conversion à l'agroécologie

coordonné dans le Chiapas par l'Action sociale Samuel Ruiz (ASSR), partenaire du Secours Catholique. L'objectif : « *Produire une alimentation de bonne qualité pour améliorer la santé et le bien-être des familles, dans le respect de la terre* », explique Javier Ruiz Pérez, coordinateur du programme. Les premières récoltes ont été catastrophiques, raconte Jose. Mais cela a fini par payer. « *On a réussi à obtenir une première petite production qu'on a partagée entre les familles* », se réjouit-il. « *Le problème est que nous ne pouvons pas vendre* », regrette Arnulfo Lopez-Montero,

AVIS D'ACTEUR

CLARA ALIBERT, CHARGÉE DE PLAIDOYER INTERNATIONAL « DROIT À L'ALIMENTATION ET CLIMAT » AU SECOURS CATHOLIQUE

POUR UNE MISE À L'ÉCHELLE DU MODÈLE AGROÉCOLOGIQUE



Ce que décrit l'agriculteur mexicain concernant la concurrence qu'il subit vis-à-vis du maïs transgénique, c'est tout l'enjeu de la mise à l'échelle de l'agroécologie. L'apport des pratiques agroécologiques, tant pour les populations que pour la planète, commence à être connu. Pourtant de nombreux obstacles empêchent leur déploiement. Il est urgent de travailler à un environnement politique propice

à cette transition, et de mettre en cohérence les politiques publiques, comme la Politique agricole commune (PAC), pour aboutir à un déploiement rapide de ce modèle à une échelle véritablement globale. Le Secours Catholique, sur la base des constats de ses différents partenaires internationaux mais aussi des réalités observées en France, appelle à créer et mettre en œuvre des régulations internationales plus exigeantes (normes environnementales et sociales, restriction de la concentration foncière) qui réduiraient la progression des

monocultures industrielles et permettraient à l'agroécologie de se développer. Il faut aussi mettre un terme au soutien de la France aux initiatives et aux subventions qui privilégient le modèle de l'agro-industrie, et réorienter ce soutien vers l'agroécologie. Enfin, c'est en favorisant la commercialisation des produits issus de l'agroécologie, notamment dans le cadre d'initiatives territoriales et de l'organisation des marchés par des régulations nationales que l'on permettra à une alimentation de qualité de se développer durablement. ■



DES OUTILS POUR COMPRENDRE

autre agriculteur participant au programme. En cause, la forte concurrence du maïs transgénique, dont les commerçants locaux profitent pour tirer les prix vers le bas. « *Ils voudraient qu'on leur vende à perte* », s'agace Arnuflo. Face à cette impasse, l'ASSR accompagne les paysans dans la recherche de solutions commerciales alternatives. Parmi les pistes explorées, la création de réseaux de vente directe.

C'est l'option choisie par l'association Adel, qui promeut l'agroécologie et le commerce équitable en Palestine. « *Beaucoup d'initiatives ont échoué parce que la question de la commercialisation n'avait pas été pensée*, observe Jihad Abdo, le président d'Adel. *Comment concurrencer les gros producteurs israéliens ? C'est impossible.* » Alors, Adel a créé en 2011 un réseau de vente directe, 100 % palestinien. « *Il existait une demande de la part de familles qui ont les moyens, de manger des produits sains et locaux.* » Le réseau comprend aujourd'hui plus de 500 producteurs, 1 000 consommateurs réguliers, et il propose près de 140 produits.

Au Brésil, la communauté paysanne de Normandie, créée dans le Nordeste par le Mouvement des sans-terre, a des airs de petite entreprise. La quarantaine de familles qui cultivent ici selon le modèle agroécologique ont fait construire un laboratoire. Elles peuvent ainsi transformer et conditionner la viande, les fruits et les légumes qu'elles produisent. Ce sont les marchés publics qui fournissent la principale clientèle de Normandie. « *On vient de remporter un appel d'offre pour approvisionner les écoles de 16 municipalités* », se réjouit Mauricia Vicente de Lima, coordinatrice du laboratoire. Ces vingt dernières années, l'État fédéral brésilien a lancé différents programmes de soutien à l'agriculture familiale via l'achat public, notamment pour l'approvisionnement des cantines scolaires. Mais depuis cinq ans, « *avec l'arrivée au pouvoir de Michel Temer puis de Jair Bolsonaro, les ressources fédérales destinées à ces programmes ont été progressivement coupées* », explique Éric Sabourin, socio-anthropologue et chercheur au département Environnement et sociétés du Cirad. Néanmoins, beaucoup d'États fédérés, notamment dans le Nordeste, poursuivent cette dynamique localement. ■

À LIRE

Le Rapport statistique 2021 du Secours Catholique.

Cette année, l'association a fait de l'alimentation le thème central de son rapport annuel sur l'état de la pauvreté en France. Confortée par ses observations sur le terrain auprès des ménages en précarité, elle plaide pour un accès digne à une alimentation durable et de qualité pour toutes et tous.

Retrouvez ce rapport sur : rapport.secours-catholique.org

Manger, plaidoyer pour une sécurité sociale de l'alimentation, de Dominique Paturel, Arcane 17, 2021.

Ensemble pour mieux se nourrir, de Frédéric Denhez et Alexis Jenni, Actes Sud, 2021.

Une solidarité en miettes. Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours, de Jean-Pierre Le Crom et Jean-Noël Retière, PUR, 2018.

À VOIR

Douce France, de Geoffrey Couanon, documentaire, 2020. Dans un lycée de Seine-Saint-Denis, Amina, Sami et Jennyfer se lancent, avec leur classe, dans une enquête sur un gigantesque projet de parc de loisirs qui implique d'urbaniser les terres agricoles proches de chez eux. Ces jeunes citoyens nous emmènent à la rencontre d'habitants de leur quartier, de promoteurs immobiliers, d'agriculteurs et même d'élus de l'Assemblée nationale.

À ÉCOUTER

"Les Bonnes choses", le dimanche de 12 heures à 12 h 30 sur France Culture. Cette émission s'empare des questions d'alimentation telles qu'elles s'imposent aujourd'hui : une source de plaisir et de partage certes, une affaire de responsabilité et de sécurité également.

Accessible sur : franceculture.fr